

dans les transports, dévalorisant ainsi la notion de liberté et compromettant l'avenir de notre pays et de la société. D'après moi, ce n'est pas de la liberté, ce n'est que de la licence pure et simple.

• (1530)

Le Nouveau parti démocratique rejette en fin de compte cette attitude libérale-conservatrice qui consiste à laisser carte blanche à l'entreprise privée en matière de décision économique. Nous exhortons tous les travailleurs canadiens à rejeter également cette doctrine à la fois pour le bien de notre pays et pour ceux qui viendront après nous, afin que les Canadiens puissent former une société fière et libre, où les décisions importantes ne seront pas prises à l'étranger dans le secret des conseils d'administration des grandes sociétés, mais par une société autonome, maîtresse de sa destinée économique et consciente de ses responsabilités à l'égard de la justice globale et de son environnement physique, à la fois pour le bien des générations futures et pour celui de la planète.

Voyez-vous, les conservateurs ont raison sur un point. Cela leur arrive souvent d'ailleurs. Ils détiennent une goutte de vérité. Ils soutiennent que si on répartit la richesse sans s'occuper de la façon de la produire, on finira par n'avoir plus de richesses à répartir; et si je les comprends bien, et je pense que c'est le cas, cet argument est plausible.

Ils prétendent donc que nous avons atteint cette étape au Canada. Moi, je soutiens le contraire. Cela n'est qu'un aspect de la vérité. Car ceux qui possèdent les moyens de production, ici comme ailleurs, refusent maintenant de partager ce qu'ils ont. D'une certaine manière, ils font la grève contre les États-providence et la société que nous avons édifiés au Canada depuis 30 ans.

Que leur importe si toutes les études révèlent que l'écart entre les riches et les pauvres, loin de se rétrécir, n'a cessé de croître en dépit de l'État providence. Ils n'aiment pas que les faits viennent contredire leurs théories. Ils soutiennent donc que personne n'aura plus intérêt à produire la richesse que nous pourrions redistribuer.

Les périodes de récession leur paraissent propices pour soutenir que le niveau de vie des riches doit être préservé à tout prix, que ces derniers ne doivent pas être imposés davantage pour alléger quelque peu le sort des moins bien nantis.

C'est ce qu'on appelle dans le langage des partis libéral et conservateur un climat propice à l'investissement. Pour moi, ce n'est que de l'égoïsme et de l'avidité à l'état pur; c'est ce que signifie un climat propice à l'investissement. Créer un climat de ce genre signifie également pourvoir aux marges de profit des multinationales et d'autres sociétés lorsqu'il y va de la protection de l'environnement, de l'hygiène et de la sécurité du travail et d'autres domaines.

Durant et après une récession, c'est non seulement pour une question de justice sociale qu'il faut débattre les décisions relatives à l'investissement devant le tribunal de l'intérêt public, décisions d'ordre économique et technique mais aussi pour s'assurer que les décisions d'ordre économique et technique tiennent compte des répercussions sur l'emploi, l'écologie, les

Pouvoir d'emprunt supplémentaire

relations humaines, la collectivité et la justice mondiale. Toutes ces décisions doivent être portées devant le tribunal qui les étudiera à la lumière de ces critères. A l'heure actuelle, ce n'est pas le cas. Les investisseurs ne sont assujettis à aucune préoccupation d'ordre moral, et font exactement ce qui leur plaît. Il faut mettre un frein à cette façon de procéder. Or, c'est un changement de conception et de morale que ni les libéraux ni les conservateurs ne veulent ni ne peuvent réaliser.

Pour ce qui est de la redistribution des richesses, les libéraux sont dans une situation de plus en plus intenable. Tous ces Canadiens bien intentionnés qui ont appuyé les libéraux au cours des ans, car ils croyaient que le parti libéral voulait vraiment redistribuer les richesses, devront bientôt choisir entre deux arguments. Premièrement, celui des conservateurs qui prétendent que nous avons atteint les limites du partage, que nous ne pouvons plus produire toujours davantage de richesse comme auparavant et que le gouvernement ne doit donc plus être l'État providence, et deuxièmement celui des néo-démocrates. En effet, nous prétendons au contraire que, puisque ce que les conservateurs avancent est vrai, l'État doit intervenir encore plus et remédier ainsi aux nombreuses lacunes actuelles du régime de l'État providence en utilisant une combinaison de diverses formes de participation publique, de contrôle public des dollars investis et de modes d'imposition juste, afin que notre économie serve les intérêts de la collectivité et produise le type de richesses qui seront profitables à tous les Canadiens non seulement sur le plan matériel mais également sur le plan social.

C'est le choix qui s'offrira à nous dans les années 80 et je suis sincère lorsque j'affirme que les Canadiens bien intentionnés qui ont appuyé le parti libéral pensaient que nous pouvions gagner sur les deux tableaux, que le parti libéral pouvait, d'une façon ou d'une autre, continuer à être un parti de réforme sociale tout en étant fidèle au modèle économique traditionnel.

C'était possible tant qu'il y avait beaucoup d'argent en circulation. A l'heure actuelle, on n'a pas d'argent à jeter par les fenêtres et le parti libéral a dû choisir. Il a déjà choisi. Une bonne partie des députés d'en face ne veulent pas l'admettre. Ils ne veulent pas entendre la vérité. Ils ne tiennent pas à savoir que, depuis quelques années, ils sont en proie à la décrépitude. Ceux qui ont un reste de moralité s'en rendront compte. Beaucoup d'électeurs aussi. Ils s'en rendront compte, même si le parti libéral n'est pas disposé à le faire. Je le répète, les libéraux ont décidé de sacrifier la justice sociale.

C'est le moment où jamais, monsieur l'Orateur, de réaliser le Commonwealth coopératif que les fondateurs du CCF et du NPД rêvaient d'édifier, un Commonwealth dans lequel s'épanouiraient réellement la collectivité humaine et la liberté individuelle, où la concurrence égoïste que se livrent les particuliers, les sociétés, les pouvoirs publics et les pays, qui caractérise l'ordre actuel, serait remplacée par des structures favorisant l'égalité, la collaboration, la justice et la paix.

Ce ne sera pas facile. Nous nous rendons compte qu'il sera difficile d'instaurer un ordre socio-économique juste répondant aux besoins de tous, tout en tenant compte des considérations d'ordre écologique et des générations futures. Il faudra changer la mentalité de l'homme ainsi que les structures économiques et les conditions matérielles, mais nous n'avons pas le choix. Sinon, tant sur le plan intérieur que sur le plan international, nous nous enliserons dans la fange dans laquelle le premier ministre s'est complu dans les trois allocutions qu'il a